

## Une vision globale et prophétique de l'Amérique latine

Chef-d'œuvre parmi les écrits de Bolívar, cette « *Lettre à un habitant de la Jamaïque* » a été écrite sur les instances de M. Henry Cullen, à Kingston, le 6 septembre 1815. Elle a été publiée dans *The Jamaica quarterly journal and literary gazette*, vol. 3, n° 1, juillet 1818, sans indication de destinataire.

Je m'empresse de répondre à votre lettre du 29 dernier, que j'ai reçue avec le plus grand plaisir.

Je suis sensible, comme il se doit, à l'intérêt que vous avez bien voulu porter au sort de ma patrie puisque vous vous affligez avec elle des tourments que lui ont fait subir, depuis la découverte jusqu'à ces derniers temps, ses destructeurs, les Espagnols. Mais je ne ressens pas moins l'embarras où me mettent les questions pleines de sollicitude que vous me posez sur les points les plus importants de la politique américaine. Me voici pris entre le désir de faire honneur à la confiance et à la faveur que vous m'accordez et l'impossibilité d'y répondre, tant faute de documents et de livres que par suite de mes faibles connaissances sur un pays aussi divers, immense et inconnu que le Nouveau Monde. A mon sens, il est impossible de donner une réponse satisfaisante aux questions que vous daignez me poser. Le baron de Humboldt lui-même, dont les connaissances théoriques et pratiques sont universelles, aurait peine à le faire avec exactitude. En effet, bien que les chiffres des populations et les transformations récentes de l'Amérique soient en partie connus, je puis vous assurer que la plupart des faits demeurent dans les ténèbres. Par suite, toutes les conjectures restent plus ou moins vagues, notamment sur le sort futur et les véritables projets des Américains. En effet, toutes les combinaisons qu'offre l'histoire des nations pourraient se reproduire ici, selon la situation géographique de la contrée, les vicissitudes de la guerre et les calculs de la politique.

Mais je me sens obligé de prêter attention à votre estimable lettre aussi bien qu'à ses fins humanitaires, et je me permets de vous adresser ces lignes, où vous ne trouverez pas les lumineuses idées que vous cherchez, mais, assurément, l'expression ingénue de mes pensées.

« Il y a trois siècles, dites-vous, commençait l'ère de barbarie dans le grand hémisphère de Christophe Colomb. » On nie aujourd'hui les cruautés des Espagnols, tant elles sont inouïes et semblent dépasser la perversité humaine. Et jamais les historiens modernes n'y croiraient si de nombreux documents ne témoignaient tous de la triste vérité. Le très humain évêque de Chiapas, l'apôtre de l'Amérique, Las Casas, a laissé à la postérité un bref exposé de cas tirés des dossiers sévillans sur les conquistadores. Ces documents contiennent le témoignage de toutes les personnes respectables qui résidaient alors dans le Nouveau Monde, ainsi que les procès entre tyrans, mentionnés d'ailleurs par les plus grands historiens de l'époque. Les hommes impartiaux ont tous rendu justice au zèle, à la véracité et aux vertus de cet ami de l'humanité qui sut, avec une telle ferveur et une telle fermeté, dénoncer devant son gouvernement et l'opinion contemporaine les cas les plus horribles de cette sanguinaire frénésie.

Avec quelle émotion ne lis-je pas, dans votre lettre, le passage où vous me dites: « J'espère que les succès qui accompagnèrent alors les armes espagnoles accompagnent maintenant celles de leurs adversaires, les opprimés de l'Amérique du Sud. » Je tiens cet espoir pour une prédiction, s'il est vrai que la justice décide des combats entre les hommes. Le succès couronnera nos efforts. Le destin de l'Amérique est à tout jamais fixé. Les liens qui l'unissaient à l'Espagne sont désormais brisés : ils ne valaient que du consentement de toutes les parties de l'immense monarchie quand elles se prêtaient à leur rapprochement mutuel. Or ce qui rapprochait naguère la métropole et l'Amérique maintenant les divise. La haine que nous inspire la péninsule est plus grande encore que la mer qui nous en sépare. Il est moins difficile de joindre les deux continents que de réconcilier

les deux nations. L'habitude de l'obéissance, une communauté d'intérêts, d'éducation, de foi religieuse, une bienveillance réciproque, une tendre affection pour le berceau de nos ancêtres et pour leur gloire, bref, tous nos espoirs nous venaient d'Espagne. De là, ce principe d'adhésion qui paraissait éternel, bien que la conduite de nos maîtres diminuât cette sympathie, ou, mieux, cet attachement obligé à l'autorité de leur empire. Or c'est tout le contraire à présent. On nous menace de mort, de déshonneur, de tous les maux que nous craignons. Cette mère dénaturée nous inflige toutes les souffrances. Le voile s'est déchiré. Nous voyons clair maintenant. Et l'on voudrait nous plonger à nouveau dans les ténèbres ! Les chaînes ont été brisées. Nous avons été libres. Et nos ennemis prétendent nous réduire encore à l'esclavage ! Voilà pourquoi l'Amérique combat avec rage ; et il est bien rare que l'énergie du désespoir ne force pas la fortune.

Certes les succès n'ont été que partiels et même alternés d'échecs ; mais ce n'est pas une raison pour perdre confiance. Dans certains endroits, les partisans de l'indépendance triomphent, et les tyrans remportent des avantages ailleurs. Mais quel est le résultat final ? Le Nouveau Monde, tout entier dans l'agitation, n'a-t-il pas pris les armes pour se défendre ? Jetons un regard d'ensemble, et nous verrons qu'une lutte simultanée s'est engagée partout sur l'immense étendue de cet hémisphère.

Le martial État du Rio de la Plata a dégagé son territoire, et ses armes triomphantes, poussant jusqu'au Haut-Pérou, ont ébranlé Arequipa et inquiété les royalistes de Lima. Près d'un million d'habitants y jouissent de la liberté.

Le royaume du Chili, avec ses huit cent mille âmes, lutte actuellement contre l'ennemi qui prétend s'en rendre maître. Vaine prétention, car les Espagnols se heurtent à la nation qui, jadis, mit un terme à leurs conquêtes, aux Araucans libres et indomptés, dont le sublime exemple démontre à leurs compatriotes que le peuple qui aime son indépendance finit toujours par l'obtenir.

Le vice-royaume du Pérou, dont la population atteint un million et demi d'habitants, est sans doute, de tous les États, le plus soumis et celui qui a dû contribuer par le plus de sacrifices au triomphe de la cause du roi. Mais les rapports qui concernent cette partie de l'Amérique ont beau demeurer vides, il est indubitable que le pays n'est pas tranquille et, de plus, qu'il ne peut résister au torrent révolutionnaire qui menace la plupart de ses provinces.

La Nouvelle-Grenade est, pour ainsi dire, le cœur de l'Amérique. Elle obéit à un gouvernement général, à l'exception du royaume de Quito, très attaché cependant à la cause de la patrie, et que les ennemis contiennent à grand-peine, et des provinces de Panama et de Santa Marta qui subissent, non sans douleur, la tyrannie de leurs maîtres. Deux millions et demi d'habitants occupent ce territoire, qu'ils défendent actuellement contre l'armée espagnole du général Morillo, dont l'échec devant l'imprenable place forte de Cartagena est à peu près certain. Même si elle parvenait à s'en emparer, ce serait au prix de lourdes pertes ; et ses forces, dès lors, ne suffiraient pas à réduire les vertueux et braves habitants de l'intérieur.

Quant à l'héroïque et malheureux Venezuela, les événements s'y sont déroulés si vite, et la dévastation y fut telle, qu'il se voit maintenant réduit à une indigence absolue et à une désolation épouvantable. Et pourtant ce beau pays était naguère l'orgueil de l'Amérique ! Ses tyrans gouvernent tin désert et n'oppriment que les tristes habitants ayant échappé à la mort, qui y mènent une existence précaire. Quelques femmes, quelques enfants et quelques vieillards, voilà tout ce qui reste. La plupart des hommes ont péri plutôt que d'être esclaves, et celui qui sont encore en vie se battent avec fureur dans les campagnes et dans les villes de l'intérieur jusqu'à la mort ou jusqu'à l'expulsion des ennemis, de ces Espagnols, insatiables de sang et de crimes, émules des premiers monstres qui anéantirent la race primitive de l'Amérique. Le Venezuela comptait près d'un million d'habitants. Or on peut affirmer sans exagération que le quart de la population a été victime du tremblement de

t'erre, des combats, de la famine, de la peste, de l'exode. Hormis la catastrophe naturelle, tout est l'effet de la guerre.

En Nouvelle-Espagne, y compris le Guatemala, il y avait en 1808, selon l'évaluation vraisemblable du baron de Humboldt, 7 800.000 âmes. Depuis cette époque, les mouvements insurrectionnels, qui ont agité presque toutes ses provinces; ont réduit considérablement la population ; plus d'un million d'habitants ont péri, comme vous pourrez le lire dans l'exposé de M. Walton, qui décrit fidèlement les crimes sanguinaires commis dans cet opulent empire. La lutte continue là-bas au prix de tous les sacrifices, humains et autres, car les Espagnols n'épargnent rien pour asservir ceux qui ont eu le malheur de naître sur cette terre, destinée, semble-t-il, à baigner dans le sang de ses enfants. En dépit de tout, les Mexicains resteront libres, car ils ont embrassé cause de la patrie, résolus à venger leurs-aïeux ou à les suivre dans le tombeau. Et ils disent avec Raynal : « Voici le temps, enfin, de faire payer aux Espagnols leurs supplices par des supplices et de noyer cette race d'exterminateurs dans son sang ou dans la mer. »

Les îles de Porto Rico et de Cuba peuvent compter entre elles une population de 700 000 à 800 000 âmes. Ce sont les colonies qui causent le moins de soucis aux Espagnols, car elles demeurent hors du contact du parti des indépendants. Mais ces insulaires ne sont-ils pas américains? Ne sont-ils pas opprimés ? Ne désirent-ils pas leur bien-être?

Ce tableau d'ensemble représente un théâtre d'hostilités de 2 000 lieues de long sur 900 de large dans ses plus grandes dimensions, et sur lequel 16 millions d'Américains défendent leurs droits' ou restent opprimés par l'Espagne. Et, bien que cette nation possédât à une certaine époque le plus vaste empire du monde, ce qu'il en reste maintenant demeure impuissant à maîtriser le nouvel hémisphère, et même à se maintenir dans l'ancien. Et l'Europe civilisée, commerçante et libérale, permet que, pour satisfaire sa rage venimeuse, cette vieille vipère détruise la plus belle partie de notre globe ?

Quoi ! L'Europe demeurerait sourde à la clameur de ses propres intérêts ? N'aurait-elle plus d'yeux pour la justice ? Serait-elle tant endurcie, à ce point insensible ? Plus je médite là-dessus, plus je me sens confus. J'en arrive à penser qu'on désire voir disparaître l'Amérique. Mais c'est impossible, toute l'Europe n'est pas l'Espagne. Et quelle n'est pas la folie de notre ennemie qui prétend reconquérir l'Amérique sans flotte, sans trésor, et presque sans soldats ! En effet, ceux dont elle dispose suffisent à peine pour maintenir par la violence son propre peuple dans la sujétion, et pour la défendre contre les voisins. D'ailleurs, comment cette nation pourrait-elle se réserver le commerce exclusif de là moitié du monde, sans manufactures, sans productions nationales, sans arts, sans sciences, sans politique ? Et, même si elle parvenait à ses fins, plus encore, si elle parvenait à pacifier vraiment ce pays, les fils des Américains d'aujourd'hui, s'unissant à ceux des Européens conquérants, ne concevraient-ils pas à nouveau dans vingt ans les mêmes patriotiques desseins qu'elle combat maintenant ?

### **D'où il ressort que la liberté en Amérique est de l'intérêt de tous.**

L'Europe ferait le bien de l'Espagne si elle la dissuadait de sa téméraire obstination, car elle lui épargnerait au moins l'argent qu'elle gaspille et le sang qu'elle répand. La nation, reportant alors son attention sur ses propres domaines, assiérait sa prospérité et sa puissance sur des bases plus solides que d'incertaines conquêtes, un commerce précaire et de violentes exactions dans de lointains pays, hostiles et redoutables. L'Europe elle-même, pour des raisons de saine politique, aurait dû préparer et réaliser l'indépendance américaine, car l'équilibre du monde l'exige ; et, de plus, n'est-ce pas là le moyen légitime, et sûr d'y fonder des comptoirs commerciaux ? L'Europe, qui n'est point agitée par les violentes passions de la vengeance, de l'ambition et de la cupidité, comme l'Espagne, était autorisée par toutes les lois de l'équité, semble-t-il, à l'éclairer ses véritables intérêts.

Les écrivains qui traitent la matière sont tous d'accord sur ce point. Nous espérons donc, non sans raison, que les nations cultivées s'empresseraient de nous aider à obtenir un bien dont les deux hémisphères devaient tirer profit. Nos espoirs furent pourtant déçus. Les Européens et même nos frères du Nord "sont demeurés les simples spectateurs de cette lutte, qui, dans son essence, est la plus juste, et dans ses fins la plus belle et la plus importante de toutes celles qui se soient jamais engagées dans les temps antiques ou modernes. Jusqu'où peut-on prévoir en effet les suites et conséquences de la libération de l'hémisphère colombien?"

« La félonie, dites-vous, avec laquelle Bonaparte se saisit de Charles IV et de Ferdinand VII, rois de la nation, qui, trois siècles auparavant, avait emprisonné traîtreusement deux monarques de l'Amérique du Sud, est une manifestation évidente de la justice divine, et en même temps une preuve que Dieu soutient la juste cause des Américains et leur accordera l'indépendance.»

Vous faites allusion, je crois, au roi du Mexique, Moctezuma, et à l'Inca du Pérou, Atahualpa. Le premier fut fait prisonnier par Hernán Cortés et tué selon Herrera par ce même conquistador, selon Solís par le peuple ; et l'autre fut la victime de François Pizarro et de Diego de Almagro. Mais il y a une telle différence entre le sort des rois espagnols et celui des rois américains qu'aucune comparaison n'est possible. Les uns sont traités avec dignité, leur vie est respectée, ils recouvrent à la fin leur liberté et leur trône, tandis que les autres subissent des tourments inouïs et les indignités les plus honteuses. Si le successeur de Moctezuma, Guatimozín, est couronné empereur et traité comme tel, c'est plus par dérision que par respect, pour qu'il éprouve la honte avant de connaître le supplice. Le roi de Michoacán, Catzontzín, le Zipa de Bogotá les *toquisimas*, *zipas*, *ulmenes*, caciques et tous les autres dignitaires indiens qui tombèrent aux mains des Espagnols connurent un sort identique à celui de ce monarque. Le cas de Ferdinand VII rappellerait plutôt un épisode qui eut lieu au Chili en 1535, durant le règne de l'*ulmen* de Copiapo. L'Espagnol Almagro feint, comme Bonaparte, de prendre parti pour la cause du légitime souverain, il appelle donc l'usurpateur — c'était le rôle de Ferdinand en Espagne —, il rend ses États au roi légitime et finit par mettre aux chaînes et jeter aux furies le malheureux *ulmen* sans vouloir même entendre sa défense. C'est bien là le cas de Ferdinand VII. Seulement, les rois européens ne sont condamnés qu'à l'exil, tandis que l'*ulmen* du Chili finit sa vie dans d'atroces souffrances.

« Depuis quelques mois, ajoutez-vous, je réfléchis longuement sur la situation des Américains et leur avenir. Je m'intéresse beaucoup à ce qui leur arrive. Mais il me manque beaucoup d'informations sur leur état actuel et sur leurs aspirations. Je désirerais surtout connaître la politique de chacune des provinces, avec l'importance de leur population. Veulent-elles fonder des républiques, des monarchies ? Je vous saurais gré de toutes les nouvelles que vous pourriez me donner là-dessus, comme de m'indiquer toutes les sources où je, pourrais m'informer. »

Les âmes généreuses s'intéressent toujours au sort des peuples qui s'efforcent de reconquérir les droits dont le Créateur et la nature les ont dotés. Et il faudrait être fasciné par l'erreur ou la passion pour ne pas éprouver ce noble sentiment. Vous avez pensé à mon pays et vous vous intéressez à son sort : cette bienveillance m'inspire la plus vive gratitude.

J'ai admis un chiffre de population calculé sur des données plus ou moins exactes, que mille circonstances rendent faillibles. Il est difficile de remédier à ce défaut d'exactitude : en effet, la plupart des habitants vivent à la campagne ; ce sont des bergers et des laboureurs, souvent nomades, perdus au milieu de bois épais, immenses, de plaines solitaires et isolées par des lacs et des rivières abondantes. Qui donc pourrait donner une statistique complète de semblables contrées ? En outre, le tribut que paient les indigènes, les pénalités qui frappent les esclaves, les prémices, les dîmes et les droits qui pèsent sur les Campagnes, d'autres raisons encore éloignent les pauvres Américains de leurs foyers. Ajoutez à cela la guerre d'extermination qui a déjà fauché près d'un huitième de la population et chassé une bonne partie du reste. Aussi des difficultés insurmontables

s'opposent-elles au recensement et le chiffre officiel doit-il être d'une moitié au-dessous de la vérité.

Il est encore plus difficile de prévoir le sort du Nouveau Monde, de préciser les principes de sa politique et de prophétiser, pour ainsi dire, la nature du régime qu'il finira par adopter. Toute opinion sur l'avenir de ce pays me semble bien risquée. Pouvait-on prévoir, lorsque le genre humain se trouvait dans son enfance, et était le jouet d'un sort si incertain, de l'ignorance et de l'erreur, quel serait le régime qu'il adopterait pour maintenir son existence ? Qui se serait alors aventuré à dire : « Telle nation deviendra une république, telle autre une monarchie ; celle-ci sera petite, celle-là grande » ? A mon avis, voici comment notre situation se présente. Nous sommes un petit genre humain; nous possédons un monde à part, entouré de mers immenses, jeune dans presque tous les arts et toutes les sciences, et cependant vieux, en quelque sorte, par sa civilisation. A bien le considérer, l'état actuel de l'Amérique, c'est celui de l'empire romain même lorsqu'il s'effondra et que chacune de ses parties se créa un régime politique conforme à ses intérêts, à sa situation ou à l'ambition particulière de quelques chefs, familles ou corporations. Mais notons cette différence : les États autonomes ne faisaient que rétablir de vieilles nationalités, n'apportant que les modifications rendues nécessaires par l'État de choses ou les, événements. En revanche, c'est à peine si nous conservons, nous, des vestiges de ce qui fut au temps jadis. Nous ne sommes ni indiens ni européens, mais une espèce humaine intermédiaire entre les légitimes propriétaires du pays et les usurpateurs espagnols.

En somme, comme nous sommes américains de naissance et européens par nos droits sur, ces terres, nous devons, d'une part, disputer ces droits aux indigènes et, d'autre part, nous maintenir ici contre l'invasion espagnole. C'est bien là le cas le plus extraordinaire et le plus embrouillé qui puisse exister. Bien que dans ces circonstances ce soit faire œuvre de devin que d'indiquer le résultat de la politique que poursuit l'Amérique, j'ose aventurer quelques conjectures que je qualifierai, bien entendu, d'arbitraires, car elles sont dictées par un désir rationnel plutôt que par un raisonnement probable.

Les habitants de l'hémisphère américain sont demeurés purement passifs pendant des siècles ; ils n'ont connu aucune vie politique. Nous étions placés à un échelon au-dessous du servage. Aussi nous était-il très malaisé de nous élever à la jouissance de la liberté.

Permettez-moi ces considérations, nécessaires pour poser le problème. Les États sont esclaves à cause de leur propre constitution ou de l'abus qu'on en fait: un peuple est donc esclave quand le gouvernement, par sa nature ou par ses vices, méconnaît et usurpe les droits du citoyen ou du sujet.

Appliquons ces principes, et nous trouvons que l'Amérique était privée non seulement de sa liberté, mais encore d'une tyrannie active et dominatrice. Je vais m'expliquer. Dans un régime absolu, le gouvernement ne connaît pas de limites dans l'exercice de ses pouvoirs : la volonté du grand sultan, du grand khan, du bey, ou d'autres souverains despotiques, telle est la loi suprême, appliquée arbitrairement ou presque par des pachas, des khans ou des satrapes turcs ou persans, qui ont organisé un système d'oppression auquel participent les sujets dans la mesure de l'autorité qui leur est confiée ; ils ont à charge l'administration civile, militaire, politique, celle des finances et celle du culte. Mais enfin les chefs d'Ispahan sont persans, les vizirs du grand seigneur sont turcs, les sultans de la Tartarie tartares. La Chine ne va pas chercher des représentants, des soldats, des hommes de loi au pays de Gengis Khan, qui la soumit, bien que les Chinois d'aujourd'hui descendent des Chinois asservis par les aïeux des Tartares de maintenant.

Notre situation était bien différente ! On ne se bornait pas à nous priver de nos droits, on poussait notre asservissement jusqu'à nous laisser dans une sorte d'enfance, de minorité permanente, dans

toutes les affaires publiques. Si tout au moins nous avons pu régler notre vie domestique, administrer le pays, nous connaîtrions le cours des affaires publiques et leur mécanisme, et nous jouirions tout de même d'une considération personnelle, d'un certain respect machinal de la part du peuple, sentiments si nécessaires au cours des révolutions. Voilà pourquoi je disais que nous étions même privés de la tyrannie active puisqu'il ne nous était pas permis d'en exercer les fonctions.

### **La réalité de la situation coloniale.**

Dans le système espagnol en vigueur, peut-être plus en vigueur aujourd'hui que jamais, les Américains n'occupent d'autre place dans la société que celle de serf propre au travail, et, tout au plus, de simple consommateur. Et encore dans ce rôle des restrictions choquantes leur sont-elles imposées : telles' a défense de cultiver les fruits d'Europe, le monopole royal de certaines productions, l'interdiction d'établir des Manufactures, que l'Espagne ne possède pourtant pas, les privilèges commerciaux d'exclusivité accordés même pour les objets de première nécessité, les entraves apportées aux relations entre les provinces américaines pour les empêcher de traiter, de s'entendre, de négocier entre elles. Voulez-vous savoir à quoi, en somme, nous étions voués?

Aux campagnes, pour y cultiver l'indigo, le kermès, le café, la canne à sucre, le cacao et le coton ; aux plaines solitaires pour y élever les troupeaux, aux déserts pour y chasser les fauves, aux entrailles de la terre pour en tirer l'or dont ne peut se rassasier cette nation cupide. Nous vivions dans une passivité telle que je n'en trouve d'exemple dans aucune société civilisée, autant que je remonte dans l'histoire et la politique de toutes les nations. N'est-ce pas un outrage et une violation des droits de l'humanité que de vouloir forcer un pays si heureusement constitué, vaste, riche et peuplé, à demeurer purement passif?

Comme je viens de l'exposer, nous étions abstraits de l'univers, nous en étions, pour ainsi dire, absents pour tout ce qui était de la science du gouvernement et l'administration de l'État. Nous n'étions jamais ni vice-rois ni gouverneurs, sauf pour des raisons extraordinaires; rarement archevêques et évêques ; jamais diplomates ; soldats uniquement en qualité de subalternes ; nobles mais sans privilèges royaux ; nous n'étions enfin ni magistrats, ni commis aux finances, ni même, pour ainsi dire, commerçants. Or toutes ces mesures sont contraires à nos institutions.

L'empereur Charles Quint accorda une charte aux explorateurs, conquistadores et immigrants de l'Amérique, et ce pacte, comme le dit Guerra, constitue notre contrat social. Les rois d'Espagne convinrent solennellement que les colons agiraient à leurs, risques et périls, et à leurs dépens. Ils leur, défendaient de recourir au trésor royal. 'En revanche, ils leur concédaient le droit de seigneurie sur les nouvelles terres, l'autonomie de l'administration, la juridiction en appel, avec beaucoup d'autres exemptions et privilèges qu'il serait trop long de détailler. Et le roi s'engagea à ne jamais se défaire des provinces américaines. Bref, il n'avait d'autre pouvoir que la haute souveraineté ; les conquistadores et leurs descendants jouissaient, pour ainsi dire, de droits féodaux. Il existe aussi des lois qui favorisent expressément, et presque à l'exclusion de tout autre, les naturels du pays descendants d'Espagnols pour les charges civiles, ecclésiastiques et les emplois aux finances. Ainsi, c'est par une violation manifeste des lois et des traités existants que les Américains ont été dépouillés des droits constitutionnels que leur accordait leur charte.

Il va de soi, comme cet exposé le montre, que l'Amérique n'était pas prête à se détacher de la métropole quand elle le fit soudain, à la suite des aliénations illégitimes de Bayonne et de la guerre inique que la Régence nous déclara contre toute justice et toute légalité. Sur la nature des gouvernements espagnols, leurs décrets comminatoires et hostiles, et leur conduite désespérée, M. Blanco a publié des articles du plus grand mérite dans le journal *El español*. Comme cette partie de notre histoire y est très bien traitée, je me bornerai à en faire mention.

Les Américains ont fait irruption, sans connaissances préalables et, ce qui est plus regrettable, sans la pratique des affaires publiques, *sur* la scène du monde, pour y jouer les rôles éminents de législateur du Trésor public, de diplomate, de général, et pour y représenter les pouvoirs suprêmes et subalternes qui forment la hiérarchie d'un État régulièrement constitué.

Quand les aigles françaises bousculèrent les fragiles gouvernements de la péninsule, n'arrêtant leur vol que devant les murs de Cadix, nous restâmes orphelins. D'abord livrés à un usurpateur étranger, puis séduits par la justice qu'on nous devait et promettait, et par des espoirs flatteurs, d'ailleurs toujours déçus, enfin inquiets de notre sort si incertain et menacés par l'anarchie, bref, faute d'un gouvernement légitime, juste et libéral, nous nous précipitâmes dans le chaos de la révolution. Au début, il ne s'agissait que de pourvoir à notre sécurité intérieure contre l'ennemi caché parmi nous. Puis il fallut se soucier de la sécurité extérieure. Nous déposâmes les autorités et nous chargeâmes celles que nous mêmes à leur place de diriger le cours de notre révolution et de profiter de la conjoncture favorable pour fonder un gouvernement constitutionnel digne du siècle présent et conforme à notre situation.

Dès leurs premiers pas, les nouveaux États créèrent tous des assemblées populaires, qui élaborèrent aussitôt des règlements pour convoquer les congrès destinés à transformer le régime. Après avoir déclaré les droits de l'homme, le Venezuela établit un régime démocratique et fédératif qui édicta des lois en faveur de la liberté civile, de la liberté de la presse, d'autres encore, et qui maintint la balance des pouvoirs ; enfin, il se donna un gouvernement indépendant. La Nouvelle-Grenade imita point par point les institutions politiques et les réformes votées par le Venezuela, et prit pour base fondamentale de sa constitution le système fédéral le plus extrême qui eût jamais existé ; ce régime fut amélioré récemment pour ce qui est du pouvoir exécutif général, auquel on concéda toutes les attributions nécessaires. Autant que je le sache, Buenos Aires et le Chili ont suivi cette même ligne de conduite ; mais, comme la distance entre nous est si grande, que les documents sont rares et les, nouvelles inexactes, je ne prendrai pas sur moi d'esquisser même un tableau de leurs affaires.

Les événements du Mexique sont trop divers, complexes, rapides et malheureux pour qu'on puisse les suivre dans le cours de leur développement. Nous manquons, en outre, de documents assez fournis pour pouvoir en juger. Les indépendants du Mexique, à notre connaissance, commencèrent l'insurrection en septembre 1810. Un an après, ils avaient installé leur gouvernement, ainsi que leur Conseil national, à Zitacuaro, sous les auspices de Ferdinand VII, au nom de qui s'exerçait l'autorité. Les vicissitudes de la guerre firent transférer ce conseil en divers endroits ; mais il est à supposer qu'il se sera maintenu jusqu'à ces derniers temps, avec les modifications requises par les événements. Il a institué, dit-on, un généralissime ou dictateur, qui serait l'illustre général Morelos. D'autres parlent du célèbre général Rayón. Le fait est que l'un de ces grands hommes, ou tous deux séparément, exercent le pouvoir suprême au Mexique. Il est apparu récemment une constitution réglant le régime de l'État. En mars 1812, le gouvernement résidant à Zultepec proposa au vice-roi un pacte de paix et de guerre d'une très sage inspiration et basé sur des principes d'une vérité incontestable. Le conseil proposait que la guerre eût lieu comme entre frères et concitoyens, car elle ne devait pas être plus cruelle que les conflits armés entre nations étrangères ; que les droits des gens et les lois de la guerre, inviolables même à l'égard des barbares et des infidèles, le fussent encore davantage pour des chrétiens, sujets d'un même souverain, obéissant aux mêmes lois ; que les prisonniers ne fussent pas traités comme coupables de lèse-majesté et qu'on n'égorgeât pas ceux qui se rendaient, mais qu'on les gardât en otages afin de les échanger ; qu'on n'entrât pas dans les villes pacifiques pour les mettre à feu et à sang, qu'on n'y tuât pas un habitant sur dix ou sur cinq pour les châtier. Et le conseil concluait en disant que, au cas où ce pacte ne serait pas accepté, on userait de rigoureuses représailles. L'ennemi traita cette proposition avec le plus profond mépris. Il ne répondit même pas au Conseil national. Les originaux du pacte furent brûlés publiquement, sur la place de Mexico, de la main du bourreau, et les Espagnols poursuivirent la guerre d'extermination avec la fureur accoutumée, tandis que les Mexicains et les

autres nations américaines ne mettaient pas même à mort les prisonniers de guerre, fussent-ils espagnols. C'est un fait que, pour des raisons de convenance, on a gardé au Mexique l'apparence de la soumission au roi et même à la constitution monarchique. Le conseil, semble-t-il, est souverain dans l'exercice des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, et le nombre de ses membres est très limité.

Les événements survenus sur le continent nous ont démontré que le régime intégralement parlementaire ne convient pas à notre nature, à nos coutumes et à notre éducation actuelle. A Caracas, l'esprit de parti commença à se manifester dans les clubs, dans les assemblées et au cours des élections populaires ; et ces factions ramenèrent l'esclavage. Et, si le Venezuela a été la république américaine la plus avancée dans ses institutions politiques, elle est demeurée aussi bien le plus clair exemple de l'inefficacité du régime démocratique et fédéral dans nos jeunes États. De même, en Nouvelle-Grenade, les pouvoirs excessifs accordés aux gouvernements provinciaux et le manque d'autorité du gouvernement central ont mené ce beau pays à l'état où il est réduit à présent. C'est pourquoi l'ennemi, quoique faible, a pu s'y maintenir contre toute prévision. Tant que nos compatriotes n'auront pas les talents et les vertus politiques qui distinguent nos frères du Nord, les régimes qui s'appuient entièrement sur le peuple, loin de nous être favorables, provoqueront, je le crains, notre ruine. Malheureusement, nous ne sommes pas près, semble-t-il, de posséder ces qualités au degré requis ; nous sommes au contraire dominés par les vices que l'on contracte forcément sous l'empire d'une nation comme l'Espagne, qui ne s'est jamais distinguée que par sa férocité, son ambition, son esprit vindicatif et sa cupidité.

« Il est plus difficile, dit Montesquieu, de tirer un peuple de la servitude que d'en asservir un libre. » Cette vérité est prouvée par les annales de tous les temps, qui nous montrent le plus souvent des nations libres succombant sous le joug et bien rarement des nations esclaves recouvrant leur liberté. Contre cette évidence, les Américains du Sud se sont efforcés de fonder des institutions libérales et même parfaites, sans doute en raison de cet instinct qui fait que tous les hommes aspirent au plus grand bonheur possible. Et, certes, ils ne sauraient y parvenir dans les sociétés civiles que si elles sont fondées sur la justice, la liberté et l'égalité. Mais sommes-nous capables de maintenir en équilibre le difficile fardeau d'une république ? Peut-on concevoir qu'un peuple, tout récemment libéré de ses chaînes s'élançe vers la liberté, sans que, tel Icare, ses ailes se détachent et qu'il retombe dans l'abîme ? Un tel prodige est inimaginable, inouï. C'est pourquoi nul raisonnement vraisemblable ne nous autorise à nous flatter de cette espérance.

### **Une vision prophétique**

Je désire plus que personne que se forme en Amérique la nation la plus grande du monde, moins par son étendue et ses richesses que par sa liberté et sa gloire. Bien que j'aspire à la perfection du gouvernement de ma patrie, je ne puis me persuader que le Nouveau Monde doive être régi pour le moment par une grande république ; et, comme c'est un régime impossible, je n'ose le désirer.

Mais je souhaite encore moins un royaume comprenant toute l'Amérique, car ce projet, d'ailleurs inutile, est irréalisable : la monarchie ne corrigerait pas les abus dont nous souffrons à l'heure actuelle, et notre renaissance demeurerait infructueuse. Or ce que réclament les États américains, ce sont les soins de gouvernements paternels capables de guérir les plaies et les blessures que leur ont infligées le despotisme et la guerre. Et, d'ailleurs, quelle serait la métropole ? Sans doute le Mexique, le seul État qui puisse jouer ce rôle en raison de sa puissance intrinsèque, essentielle pour une métropole. Supposons qu'on choisisse l'isthme de Panama, qui jouit d'une position centrale par rapport à toutes les extrémités de ce vaste continent. Les provinces éloignées ne demeureraient-elles pas, dès lors, dans le même état de prostration et même de désordre qu'aujourd'hui ? Pour qu'un seul gouvernement crée, anime, mette en branle tous les ressorts de la



prospérité publique, corrige, éduque, perfectionne le Nouveau Monde, il lui faudrait les pouvoirs d'un Dieu, et tout au moins les lumières et les vertus de tous les hommes.

L'esprit de parti, qui couve déjà dans nos États et les agite, s'allumerait alors plus vif que jamais si l'unique pouvoir qui puisse le réprimer se trouvait si distant. En outre, les magnats des capitales ne supporteraient pas la prépondérance de ceux de la métropole, qu'ils considéreraient comme autant de tyrans. Leur jalousie les porterait jusqu'à comparer les Mexicains aux odieux Espagnols. Bref, un tel royaume serait un colosse difforme, qui s'effondrerait sous son propre poids à la première convulsion.

Le savant M. de Pradt a proposé de diviser l'Amérique en quinze, seize ou dix-sept États indépendants entre eux, gouvernés chacun par un monarque. Je suis d'accord sur le premier point, car il y a place pour dix-sept nations. Quant aux royaumes, si leur création est facile, elle demeure bien moins utile. Je ne suis pas partisan de la monarchie en Amérique. Voici mes raisons. L'intérêt bien compris d'une république est circonscrit dans les limites de sa conservation, de sa prospérité et de sa gloire. Comme la liberté exclut la domination, justement son contraire, rien ne stimule les républicains à étendre les confins de leur nation au détriment de ses propres ressources, à seule fin de faire participer les nations voisines d'une constitution libérale. Ils n'acquiescent aucun droit, ne tirent aucun profit à les vaincre, à moins qu'ils ne les réduisent, à l'exemple de Rome, à l'état de colonie, de terre conquise ou alliée. Une telle initiative, de telles maximes politiques sont en contradiction avec les principes de justice des régimes républicains, je dirai même qu'elles sont en opposition manifeste avec les intérêts des citoyens. En effet, un État trop vaste par soi-même ou par des dépendances finit par tomber en décadence et par adopter une forme tyrannique ; ses principes de conservation se relâchent, et en dernier lieu il est contraint de recourir au despotisme. La permanence est le caractère distinctif des petites républiques. Celui des grandes républiques peut varier ; mais elles tendent souvent vers l'empire. Pour la plupart, les petites républiques ont duré longtemps. Seule, parmi les grandes, Rome s'est maintenue quelques siècles ; mais c'est que la capitale était constituée en république, tandis que le reste de ses domaines était régi selon des lois et des institutions différentes.

La politique d'un roi est tout opposée : il est constamment incliné à accroître ses possessions, ses richesses et sa puissance ; à juste titre d'ailleurs puisque, avec ces acquisitions, s'accroît son autorité à l'égard tant des habitants que de ses propres vassaux, ceux-ci redoutant sa puissance, formidable comme l'empire lui-même qu'il maintient par la guerre et les conquêtes. Toutes ces raisons me font penser que les Américains, qui aspirent à la paix, aux sciences, aux arts, au commerce et à l'agriculture, préféreraient des républiques à des royaumes ; et *ces vœux*, je crois, sont conformes aux vues de l'Europe.

Je ne suis pas partisan de la forme fédérative pour un régime parlementaire et démocratique : c'est un système trop parfait et qui exige des vertus et des talents politiques bien supérieurs aux nôtres. Pour la même raison je repousse la monarchie mi-aristocratique, mi-démocratique, qui a fait la prospérité et la splendeur de l'Angleterre. Comme il n'est pas possible de trouver entre les républiques et les monarchies le système le plus parfait, le plus achevé, évitons de tomber dans des monarchies démagogiques ou des tyrannies dictatoriales. Cherchons un juste milieu entre ces extrêmes qui nous mèneraient aux mêmes écueils : la misère et le déshonneur. Je vais me risquer à donner ici le résultat de mes méditations sur le sort futur de l'Amérique : non point le meilleur sort, mais le sort le plus à sa portée.

Étant donné la nature des lieux, des richesses, des villes et le caractère des Mexicains, j'imagine qu'ils tenteront d'abord d'établir une république parlementaire, où le pouvoir exécutif jouira de grandes attributions et sera concentré sur un seul individu qui, s'il se montre juste et remplit ses fonctions avec succès, finira par garder son autorité toute sa vie. Au cas où son administration

violente ou son incapacité susciteraient un mouvement populaire qui triomphât, ce même pouvoir exécutif serait peut-être remis à toute une assemblée. Si le parti militaire ou aristocratique y est prépondérant, il imposera probablement une monarchie, d'abord modérée et constitutionnelle, mais qui, tôt ou tard, et inévitablement, deviendra absolue. En effet, il faut en convenir, rien n'est plus difficile en politique que de maintenir une monarchie démocratique. Convenons aussi bien que seul un peuple aussi patriote que le peuple anglais est capable de contenir l'autorité d'un roi, et de soutenir l'esprit de liberté sous le sceptre et la couronne.

Il se peut que les États de l'isthme de Panama, jusqu'au Guatemala, forment une confédération. Cette position magnifique entre les deux grandes mers lui permettra peut-être de devenir avec le temps le rendez-vous de l'univers marchand. Ses canaux abrègeront les distances du monde, resserreront les liens commerciaux entre l'Europe, l'Amérique et l'Asie, apporteront les produits des quatre parties du globe à cette heureuse région. Qui sait ? Là peut-être sera fondée quelque jour la capitale de la terre. Constantin avait bien prétendu faire de Byzance celle de l'ancien hémisphère.

La Nouvelle-Grenade s'unira au Venezuela si ces nations s'entendent enfin pour former une république centrale, dont la capitale serait Maracaibo ou une nouvelle ville du nom de Las Casas, en l'honneur de ce héros de la philanthropie, qui serait fondée aux confins des deux pays dans la superbe rade de Bahia Honda. Ce site, méconnu jusqu'ici, offre tous les avantages. L'accès en est facile, la position si forte qu'on peut la rendre inexpugnable. Le climat y est pur et salubre, les terres aussi propres à l'agriculture qu'à l'élevage du bétail; et le bois de construction y abonde. Nous civiliserions les sauvages qui l'habitent, et l'acquisition de la Goagira accroîtrait notre territoire. Nous appellerions cette nation Colombie, rendant ainsi un tribut de justice et de gratitude au créateur de notre hémisphère. Son gouvernement pourrait être imité de celui de l'Angleterre, à cette différence qu'au lieu d'un roi il y aurait un chef exécutif élu tout au plus à vie, jamais héréditaire si l'on tient à la république. Il y aurait une chambre ou un sénat, corps législatif héréditaire, qui, dans les tempêtes politiques, s'interposerait entre les vagues populaires et les foudres du gouvernement, et un corps législatif élu sans autre restriction que la Chambre basse anglaise. Cette constitution pourra participer de tous les systèmes, mais j'espère qu'elle ne participera pas de tous leurs vices. Comme c'est ma patrie, j'ai un droit incontestable à lui souhaiter ce que je considère comme le meilleur des régimes. Il est bien possible que la Nouvelle-Grenade se refuse à admettre un gouvernement central, car elle est extrêmement attachée au fédéralisme ; elle formera alors à elle seule un État qui, s'il subsiste, pourra vivre très heureux grâce à ses ressources innombrables et variées.

Nous ne savons guère les opinions qui prévalent à Buenos Aires, au Chili et au Pérou. Si l'on se fie aux nouvelles qui transpirent et aux apparences, il se formera à Buenos Aires un gouvernement central où les éléments militaires l'emporteront à cause des luttes intestines et des guerres extérieures. Le régime dégénérera forcément en oligarchie ou en une dictature personnelle plus ou moins absolue dont personne ne peut deviner la nature. Il serait douloureux qu'une telle chose se produisît, car les habitants de ces contrées se sont couverts jusqu'ici de la plus splendide des gloires.

Par sa position, par les mœurs innocentes et vertueuses de ses habitants, et par l'exemple des vaillants républicains de l'Arauco, ses voisins, le Royaume du Chili est appelé à jouir des bénédictions que répandent les justes et douces lois de la République. Si l'une d'entre elles subsiste longtemps en Amérique, j'incline à penser que ce sera la République chilienne. L'amour de la liberté ne s'y est jamais éteint. Les vices de l'Europe et de l'Asie ne parviendront pas de si tôt à corrompre les mœurs à cette extrémité de l'univers. D'une superficie limitée, le Chili demeurera toujours hors du contact pervers du reste des hommes. Il ne modifiera pas ses lois, ses us,

ses coutumes ; il préservera son unité de pensée politique et religieuse. Bref, le Chili peut être libre.

Au Pérou, au contraire, se trouvent deux éléments ennemis de tout régime juste et libéral : l'or et les esclaves. L'or corrompt toute chose, les esclaves eux-mêmes sont corrompus. L'âme d'un serf parvient rarement à apprécier la saine liberté : elle se déchaîne dans la révolte et s'avilit dans les fers.

Bien que ces réflexions soient valables pour toute l'Amérique, je crois qu'elles s'appliquent plus particulièrement à Lima, pour les raisons que j'ai dites et à cause de l'aide qu'elle a prêtée à ses maîtres contre ses propres frères, les illustres enfants de Quito, du Chili et de Buenos Aires. Il est constant que celui qui aspire à la liberté tente tout au moins d'y atteindre. Je suppose qu'à Lima les esclaves et les mulâtres affranchis ne toléreront pas l'aristocratie. Et les riches ne toléreront pas la démocratie, car ils préféreront aux persécutions et aux violences de toutes les tyrannies celle d'un régime au moins pacifique. Le Pérou a beaucoup à faire pour recouvrer son indépendance.

### **Certitude du triomphe de la cause.**

De tout cet exposé, nous tirerons les conclusions que voici. Les provinces américaines luttent en ce moment pour leur émancipation, elles l'obtiendront à la fin. Quelques-unes constitueront normalement des républiques fédérales et centrales. Des royaumes s'établiront presque inévitablement dans les grands territoires, et certains d'entre eux seront si malheureux qu'ils tomberont d'eux-mêmes, soit au cours de la révolution actuelle, soit dans les troubles futurs. En effet, il ne sera pas facile de consolider un grand royaume, mais il sera impossible d'établir une grande république.

C'est une idée grandiose que de prétendre faire de tout le Nouveau Monde une seule nation dont toutes les parties seraient liées. Puisque ses populations ont une même origine, une seule langue, une seule religion, les mêmes coutumes, elles devraient par suite n'avoir qu'un gouvernement qui fédérât les divers États constitués. Mais la chose n'est pas possible, car des cieux différents, des situations distinctes, des intérêts contraires, des caractères dissemblables divisent l'Amérique. Certes, il serait heureux que l'isthme de Panama devînt pour nous ce que fut celui de Corinthe pour les Grecs. Plaise à Dieu que quelque jour nous ayons la fortune d'y tenir un auguste congrès des représentants de nos républiques, royaumes et empires, pour traiter et discuter des hauts intérêts de la paix et de la guerre avec les nations des trois autres parties du monde ! Et pourquoi cet organisme ne tiendrait-il pas ses assises au temps heureux de notre génération ? Mais non : c'est encore là un espoir sans fondement, semblable à celui de l'abbé de Saint-Pierre qui conçut la louable mais folle idée de réunir un congrès général qui décidât du sort et des intérêts des nations européennes.

« Des innovations heureuses et importantes, continuez-vous, naissant bien souvent d'initiatives individuelles. En Amérique du Sud, une légende dit que, lorsque Quetzalcoatl, le Mercure ou le Bouddha ces contrées, résigna ses pouvoirs et abandonna ses fidèles, il leur promit de revenir quand les siècles indiqués seraient écoulés, de rétablir alors son autorité et de leur rendre le bonheur. Cette tradition ne crée-t-elle point la conviction qu'il ne va pas tarder à revenir ? Vous imaginez-vous l'effet que produirait un individu qui apparaîtrait aux Américains avec les traits de Quetzalcoatl, le Bouddha des bois, ou Mercure, dont les autres nations ont tant parlé ? Ne croyez-vous pas que cette apparition ferait pencher du même côté toutes les nations ? Or l'union est tout ce qu'il leur faut pour les mettre à même de chasser les Espagnols, leurs troupes, les partisans de l'Espagne corrompue et les rendre capables de fonder un empire puissant, avec un gouvernement libre et des lois bienveillantes. »

Je pense avec vous que des causes individuelles peuvent produire des effets généraux, surtout dans les révolutions. Mais ce n'est pas le héros, le grand prophète, le Dieu d'Anahuac, Quetzalcoatl, qui est capable d'accomplir les bienfaits prodigieux dont vous parlez. Ce personnage est à peine connu du peuple mexicain, et peu à son avantage, car tel est le sort des vaincus, même de la famille des dieux. Seuls les historiens et les écrivains se sont préoccupés de rechercher avec soin son origine, d'étudier sa mission, fautive ou véritable, sa prophétie et la fin de sa carrière. On dispute pour savoir s'il fut un apôtre du Christ ou bien un païen. Les uns supposent que son nom signifie saint Thomas, d'autres qu'il veut dire couleuvre empennée, les troisièmes qu'il s'agit du fameux prophète de Yucatan, ChilandCambal. En somme, la plupart des auteurs mexicains, polémistes et historiens profanes, ont écrit plus ou moins longuement sur la véritable nature de Quetzalcoatl. D'après Acosta, le fait est qu'il établit une religion, dont les rites, les dogmes et les mystères ont une étonnante affinité avec celle de Jésus, et qui est, de toutes, celle qui ressemble davantage au christianisme. Néanmoins, de nombreux écrivains catholiques ont tenté d'écarter l'idée qu'il fût un vrai prophète et se sont refusés à le tenir pour un saint Thomas, comme le faisaient d'autres auteurs célèbres. De l'avis général, Quetzalcoatl est un législateur divin entre les peuples païens de l'Anahuac ou Mexique. Le grand Moctezuma, son lieutenant, tenait de lui sa propre autorité. On en peut conclure que nos Mexicains ne suivraient pas le païen Quetzalcoatl, quand bien même il apparaîtrait sous les formes les plus authentiques et les plus favorables, car ils professent la plus intolérante et la plus exclusive des religions.

Heureusement, les chefs de l'indépendance du Mexique se sont prévalus du fanatisme avec beaucoup d'habileté. Ils ont proclamé la fameuse Vierge de Guadeloupe reine des patriotes ; ils l'invoquent dans tous les cas difficiles et portent son image sur leurs bannières. L'enthousiasme politique s'est dès lors uni à la foi religieuse, et il en est résulté une véhémence fervente pour la cause sacrée de la liberté. La vénération de cette statue au Mexique dépasse en exaltation celle que pourrait inspirer le plus habile prophète.

C'est assurément l'union qui nous fait le plus défaut pour achever l'œuvre de notre régénération. Cependant, nos divisions ne sont point étonnantes, elles résultent de la guerre civile que se font d'ordinaire le parti des *conservateurs* et celui des *progressistes*. Le premier l'emporte en général par le nombre, car l'empire de l'habitude fait que l'on obéit aux pouvoirs établis. Mais les réformateurs, toujours moins nombreux, sont plus véhéments et plus éduqués. De la sorte, la masse est contrebalancée par la force morale, la lutte se prolonge et l'issue en demeure longtemps incertaine. Par bonheur, chez nous, les masses ont suivi l'intelligence.

Je dis, moi aussi, que ce qui peut nous rendre capables de chasser les Espagnols et de fonder un Etat libre, c'est *l'union*, sûrement l'union. Mais cette union ne nous tombera pas du ciel par un prodige ; elle ne peut être que le fruit d'une action efficace et d'efforts bien dirigés. L'Amérique est divisée parce qu'elle est isolée au milieu de l'univers, abandonnée par toutes les nations, sans relations diplomatiques, sans soutien militaire, en lutte contre l'Espagne qui possède un matériel de guerre plus important que celui que nous avons pu acquérir furtivement.

Tant que les succès ne sont pas définitifs, tant que l'État demeure faible, les buts lointains, tous les hommes hésitent, leurs opinions sont divisées et l'ennemi excite les passions qui les agitent pour vaincre plus aisément. Dès que nous serons forts, sous les auspices d'une nation libérale qui nous offre sa protection, on nous verra cultiver d'un commun accord les vertus et les talents qui mènent à la gloire. Nous entreprendrons alors notre marche majestueuse vers les grandes prospérités qui attendent l'Amérique du Sud. Et les sciences et les arts qui naquirent en Orient et illustrèrent l'Europe prendront alors leur envol vers la libre Colombie qui leur offrira asile.

Telles sont, Monsieur, les pensées et les réflexions que j'ai l'honneur de vous soumettre, pour que vous les rectifiiez ou que vous les rejetiez selon leur mérite. Je vous supplie de croire que j'ai pris l'audace de vous les exposer pour ne pas être discourtois, plutôt que par présomption de vous éclairer en la matière.

Veillez agréer...

*Bolivar*

***Simón Bolivar, L'espérance de l'univers***, Introduction, choix de textes, notes bibliographiques et chronologie de José Luis Salcedo Bastardo, Avant-propos d'Arturo Uslar Pietri, Edition UNESCO, 1983